AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le *Rapport sur le commerce mondial* de cette année examine le rôle du commerce dans un monde caractérisé, depuis plusieurs décennies, par l'interdépendance croissante des pays. Cette interdépendance, appelée aujourd'hui mondialisation, est un phénomène complexe aux multiples facettes, qui implique une forte interaction politique, sociale et économique aux niveaux national et international. Rares sont ceux qui contesteraient les avantages apportés par la mondialisation, qui assure une plus grande prospérité à des centaines de millions de personnes et une plus grande stabilité entre les pays. Pourtant, beaucoup de par le monde n'ont pas ou presque pas profité de ces avantages. La gestion de la mondialisation impose aux gouvernements nationaux des défis colossaux et, pour réussir à diffuser plus largement la prospérité, il faudra une forte détermination commune.

Les doutes quant aux conséquences de la mondialisation ont augmenté au fil des années. Des craintes de perturbations, de pertes d'emploi et d'exclusion se sont exprimées plus nettement, notamment dans les enquêtes d'opinion. Ces inquiétudes dominent le débat politique, en particulier à l'approche d'élections. Où qu'elles se manifestent, les gouvernements doivent y faire face de manière constructive sinon il leur sera difficile de poursuivre des politiques permettant à la société de tirer profit de la mondialisation, et l'on assistera à une montée des accusations d'injustice et d'iniquité qui remettent en cause la légitimité fondamentale de l'ouverture de la politique économique au niveau international. Il faut se demander ce que l'on peut faire dans le cadre de la coopération internationale, notamment à travers l'OMC, pour atténuer les retombées négatives d'évolutions positives et dans quelle mesure les gouvernements ont la responsabilité de gérer le changement au niveau national.

Le rapport examine quelle est la place du commerce dans le contexte actuel de la mondialisation. Il jette un regard neuf sur les théories anciennes analysant les sources des gains tirés du commerce et examine des idées nouvelles, mais il met aussi en évidence ce que nous ne connaissons pas suffisamment. À partir des données de fait, il examine quels gains ont été réalisés et par qui. Depuis l'époque de Ricardo, nous savons que les gains découlant du commerce ne sont pas équitablement répartis et qu'il y a des gagnants et des perdants. Il n'est pas toujours facile d'interpréter et d'expliquer des théories parfois complexes et denses. Mais à mon avis, il vaut la peine de le faire pour que l'analyse et les faits puissent prendre le pas sur les préjugés et l'opportunisme populiste. Et cela s'applique à tous les aspects du débat sur le commerce et sur sa place dans un monde de plus en plus globalisé.

Il est tout à fait opportun maintenant d'entreprendre un examen approfondi des faits. Plusieurs économistes parmi les plus renommés ont récemment engagé un vigoureux débat sur le point de savoir si la délocalisation vers les pays en développement diminue les gains découlant du commerce dans les pays industrialisés. Ce qui a rendu plus circonspect à l'égard de la mondialisation, c'est peut-être notamment le fait qu'elle accroît l'incertitude sur le marché du travail. Bien souvent, la délocalisation survient à l'improviste, dans n'importe quel secteur, et elle peut affecter des catégories professionnelles qui croyaient en la sécurité de leur emploi. La fragmentation des processus de production qu'elle implique offre des possibilités de développement industriel et de diversification. Par ailleurs, les gouvernements disposent d'une panoplie de mesures pour atténuer les effets négatifs sur les groupes défavorisés, mais certains sont plus habiles que d'autres à les utiliser. Il faut redoubler d'efforts à cet égard. Les pays qui passent à côté des possibilités de production internationale risquent de rester en marge de la mondialisation – c'est d'ailleurs un exemple frappant de la manière dont la mondialisation peut laisser à l'écart certains pays et certaines sociétés. Le point positif, c'est que tout gouvernement responsable peut faire ce qu'il faut pour éviter une telle situation.

S'agissant du partage des avantages du commerce et de la mondialisation, le rapport passe en revue ce que nous savons des incidences possibles du commerce sur les inégalités et la pauvreté. Le commerce peut affecter la répartition des revenus de diverses manières. De nombreuses données tendent à montrer que c'est le progrès technologique et non le commerce qui est la principale cause d'éventuels effets négatifs sur la répartition des revenus. Mais cette conclusion a été contestée au motif qu'il est difficile de dissocier les flux commerciaux et les flux technologiques.

Le commerce affecte les pauvres de diverses manières. Il est très difficile de déterminer précisément comment la modification de la politique commerciale agit sur la pauvreté, mais l'on s'accorde généralement à penser

que l'ouverture au commerce a un effet positif, même si certains ménages risquent d'en souffrir. Dans le contexte de politiques commerciales relativement ouvertes, l'énorme défi mondial que représente la lutte contre la pauvreté soulève des questions qui vont bien au-delà du régime commercial des pays. Il est de plus en plus avéré que la croissance et le développement dépendent de facteurs tels que la qualité de l'infrastructure, l'éducation, le progrès technologique, le bon fonctionnement des marchés intérieurs et la qualité du cadre institutionnel. Ces liens ont été examinés en détail dans le Rapport sur le commerce mondial 2004.

Comme cela a été dit plus haut, il faut se demander dans quelle mesure l'OMC peut s'occuper des implications pour les politiques publiques de l'intégration économique mondiale. Il est évident que les initiatives internationales jouent un rôle, mais elles ne peuvent se substituer à l'action des gouvernements. Très souvent, les politiques internes déterminent plus que toute autre chose la capacité d'un gouvernement de tirer avantage de la coopération internationale. Cela ne signifie pas que l'on peut se satisfaire des mécanismes de coopération existants et d'ailleurs, le rapport indique quelques domaines où des améliorations sont possibles.

Dans l'immédiat, ce qui retient l'attention dans le contexte de l'OMC, ce sont les négociations en cours dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. L'achèvement de ces négociations peut contribuer de diverses façons à réduire les coûts commerciaux et à améliorer les règles régissant le commerce multilatéral, ce qui augmenterait les possibilités de tirer avantage de l'intégration mondiale. Les négociations commerciales relatives aux produits industriels, aux produits agricoles et aux services peuvent changer considérablement les choses. Les travaux sur la facilitation des échanges peuvent aussi donner des résultats importants. L'initiative Aide pour le commerce offre une occasion sans précédent de clarifier les besoins et de coordonner l'action pour atténuer les contraintes sur le plan de l'offre qui pèsent sur le commerce des pays en développement. Plus généralement, la conclusion réussie et équilibrée du Cycle de Doha sera le signe de la volonté des gouvernements de maintenir des relations commerciales harmonieuses et de renforcer le système commercial de manière à assurer un environnement commercial plus stable et à rendre l'économie mondiale plus prospère.

Pascal Lamy
Directeur général